



SERVICES TECHNIQUES URBAINS ET INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| 1. Agenda | 1 |
| 2. Architecture bâtiment, logistique et énergie | 2 |
| 2.1 Energie et climat | 2 |
| 2.2 Architecture, bâtiment et logistique | 7 |
| 3. infrastructures publiques et réseaux | 8 |
| 3.1 Patrimoine de voirie | 8 |
| 3.2 Eau et assainissement | 9 |
| 4. ingénierie écologique | 11 |
| 4.1 Nature en ville et paysage | 11 |
| 4.2 Environnement | 13 |
| 4.3 Déchets et propreté urbaine | 14 |
| 5. Transversal Services Techniques Territoriaux | 15 |

1. AGENDA

Assises Européennes de la Transition Energétique

26-27-28 janvier 2016 – Dunkerque

Etude comparative d'expériences innovantes dans la prévention des déchets

14-18/03/16, INSET Montpellier. Voyage d'étude en France et dans certaines villes frontalières (Code stage : SXGAC)

Pour plus d'informations : http://www.cnfpt.fr/trouver-formation/detail-stage?departement=02&mots_cles=d%C3%A9chets&gl=NjliOGJkMzI&id=172604&rang=2&provenance=itinaire&id_itineraire=18_I2Q07

Rencontres Territoriales : Nouvelles gestions de l'eau et des milieux aquatiques

22-23 mars 2016 – Montpellier

Rencontres Territoriales : Le métier de chargé d'opération de construction, réhabilitation : impacts des évolutions législatives et réglementaires

31 mars 2016 – Montpellier

Rencontres Territoriales des Directeurs de services techniques : La territorialisation de la voirie et les espaces publics métropolitains

5 avril 2016 - Montpellier

Rencontres Nationales de l'ingénierie publique territoriale

18-19 mai 2016 – Saint Etienne

2. ARCHITECTURE BATIMENT, LOGISTIQUE ET ENERGIE

2.1 Energie et climat

Les contrats publics face aux défis énergétiques [dossier]

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 12/2015, n° 160, p. 25-68

Le Parlement a adopté, le 17 août 2015, la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte. Certains articles de ce texte concernent directement les contrats publics. Tel est le cas, par exemple, des dispositions tendant à promouvoir l'économie circulaire ainsi que celles relatives à la valorisation des déchets, aux contrats de complément de rémunération, aux renouvellements des concessions hydroélectriques...

Au sommaire de ce dossier :

Économie circulaire et commande publique durable

Réemploi des déchets et commande publique après la loi du 17 août 2015 sur la transition énergétique

Le financement participatif des projets de production d'énergie renouvelable

Participations des collectivités territoriales au capital d'une société privée ayant pour objet la production d'énergie renouvelable

Modification des mécanismes de soutien applicables aux énergies renouvelables : le contrat de complément de rémunération

Le renouvellement des concessions hydroélectriques après la loi relative à la transition énergétique

Les contrats de concession de distribution publique d'électricité et la loi relative à la transition énergétique

Les infrastructures de charge pour véhicules électriques et hybrides

Impacts de la loi de transition énergétique en matière d'aménagement du territoire

Les marchés globaux de performance dans le secteur de l'énergie

Les smart grids en test dans la métropole lyonnaise / CHARBONNIER Vincent

Echos (les), 09/12/2015, Cahier Entreprises et Collectivités p. 7

<http://www.lesechos.fr/pme-regions/actualite-des-marches-publics/021536067749-les-smart-grids-en-test-dans-la-metropole-lyonnaise-1182985.php>

Lyon concentre 40 % des tests de ces réseaux intelligents en France. Avec des avancées dans la gestion électrique couplée à la production locale d'énergie renouvelable.

Changement climatique : l'adaptation en marche / BOMSTEIN DOMINIQUE

Environnement magazine, 12/2015, n° 1743, p. 32-62

Si la réduction des émissions de gaz à effet de serre est un objectif partagé, l'adaptation au changement climatique reste difficile à concrétiser. Certains s'y essaient déjà. Panorama des solutions qu'ils ont mises en œuvre : Données de contexte, Aménagement, Agriculture, Ville durable, Eau, Énergie.

Biodiversité : l'éolien se fait discret / CONNORS ANNE

Environnement magazine & énergie, 12/2015, n° 24, p. 31-37

La capacité éolienne installée en France a atteint 10 gigawatts et devrait continuer à augmenter. Pour s'assurer que le développement de cette énergie renouvelable ne se fait pas au détriment de la biodiversité, un cadre réglementaire a été mis en place. Des solutions de suivi et de réduction des impacts des parcs sont maintenant disponibles.

1. Des procédures trop discordantes
2. Le rôle clé de l'étude d'impact
3. La méthode ERC "éviter réduire compenser"

COP21 : tous mobilisés !

ADEME & vous, 12/2015, n° 91, p. 5-12

<http://www.presse.ademe.fr/2015/12/ademevous-cop21-tous-mobilises-dec-2015.html>

Les 195 États-parties ne seront pas les seuls à se rassembler au chevet du climat, du 30 novembre au 11 décembre 2015, à Paris. La société civile sera également présente, l'ADEME à ses côtés. Le numéro 91 du magazine ADEME&Vous propose un tour d'horizon de ses initiatives pour éviter la surchauffe.

- l'Ademe, un partenaire naturel de la COP21
- Entreprises : vers des stratégies climat mesurables et vérifiées
- L'innovation s'expose à Paris
- Des solutions bioclimatiques existent. Les DOM-TOM montrent l'exemple...

Ecoconstruction : une plateforme mobile de formation

ADEME & vous, 12/2015, n° 91, p. 13

<http://asp-indus.secure-zone.net/v2/index.jsp?id=1267/1856/4335&lng=fr>

La région Nord-Pas-de-Calais a testé la version mobile du plateau technique Praxibat, outil de formation de l'ADEME sur l'efficacité énergétique des bâtiments. Retour d'expériences.

Expérimentation : l'ADEME teste le réseau électrique du futur

ADEME & vous, 12/2015, n° 91, p. 14

Pendant un an, 1000 foyers toulousains vont expérimenter le réseau électrique intelligent So Grid. Une première mondiale financée dans le cadre du Programme des Investissements d'Avenir piloté par l'ADEME.

Energie - Création d'un label « transition énergétique et écologique pour le climat »

Environnement magazine, 15/12/2015

<http://www.environnement-magazine.fr/presse/environnement/actualites/6322/energie/creation-dun-label-transition-energetique-et-ecologique-pour-le-climat>

Un décret publié le 11 décembre au Journal officiel crée le label « transition énergétique et écologique pour le climat » afin de faire participer les sociétés de gestion de portefeuille et les fonds d'investissement à la transition énergétique pour la croissance verte.

<http://www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/projet-de-label-transition-energetique-et-climat-a1130.html>

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031593158&dateTexte=&categorieLi en=id>

Une nouvelle gouvernance climatique naît de la COP21

Environnement magazine, 15/12/2015

<http://www.environnement-magazine.fr/presse/environnement/actualites/6312/apres-la-cop21/une-nouvelle-gouvernance-climatique-naît-de-la-cop21>

Un accord a été trouvé à la COP21. Il pose les bases d'un nouveau cadre international pour la lutte contre le changement climatique.

Une page se tourne. Il aura fallu quatre ans, depuis la conférence de Durban en 2011, et deux dernières semaines de négociation très intenses. Mais la COP21 s'est bel et bien terminée le 12 décembre par un accord sur un texte « qui reflète les positions des parties », estime Laurent Fabius. Le ministre français des Affaires étrangères présidait cette COP21. La cérémonie officielle de signature est prévue le 22 avril 2016. Les États du monde entier devront ensuite, un à un, le ratifier selon des procédures propres à chaque pays. L'accord entrera formellement en vigueur en 2020 si 55 pays, représentant au moins 55 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, le ratifie. Mais d'ores-et-déjà, la conférence de Paris sur le climat ouvre une nouvelle ère de coopération internationale dans la lutte contre le changement climatique.

Energies renouvelables - Tarifs d'achat : la fin de la récré / DESCAMPS OLIVIER

Environnement magazine, 14/12/2015, n° 1743, p. 26-27

<http://www.environnement-magazine.fr/00/doc.php?id=113400>

L'entrée en vigueur au 1er janvier d'un complément de rémunération pour financer les énergies renouvelables change la donne pour les porteurs de projet. Ils doivent désormais se frotter au marché de l'électricité et participer à l'équilibre du réseau.

Géothermie à coûts partagés / BATTAGLINI SEBASTIEN

Réseaux lignes et canalisations : VRD, 14/12/2015, n° 222, p. 41-43

Les grandes agglomérations cherchent à devenir des modèles de vertus environnementales. Cela passe par la construction d'éco-quartier, par une maîtrise raisonnée des flux de circulation routière ou, encore, par une nouvelle approche de gestion des énergies. C'est le cas de Paris qui capitalise sur la géothermie dans le cadre du développement de la ZAC des Batignolles.

COP 21 : le projet d'accord définitif en 6 points / COLLET PHILIPPE

www.actu-environnement.com, 12/12/2015

<http://www.actu-environnement.com/ae/news/projet-accord-final-paris-climat-cop21-25874.php4>

Laurent Fabius a remis à 13h30 le projet d'accord définitif qui sera soumis aux délégués en plénière. Le texte conserve la référence à 1,5°C et aux pertes et dommages. Il prévoit une révision quinquennale des contributions.

<http://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-25874-Accord-de-Paris.pdf>

Plan climat-énergie : l'Ademe facilite le travail des collectivités locales aux moyens limités / NICOLAS JULIE

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 11/12/2015, n° 5846, p. 29

Si la loi Grenelle 2 impose aux collectivités locales de plus de 50000 habitants la réalisation d'un Plan climat-énergie territorial (PCET), la loi de transition énergétique (LTE) rend désormais la démarche obligatoire pour les collectivités à partir de 20000 habitants. Afin de faciliter ce travail, l'Ademe a mis au point Climat Pratic, un outil destiné aux collectivités aux moyens financiers et humains limités.

<http://www.climat-pratic.fr/>

Les stratégies d'atténuation des émissions de GES se précisent / COLLET PHILIPPE

Environnement et technique, 08/12/2015

<http://www.actu-environnement.com/ae/news/climat-cop21-indc-147-contributions-strategie-reduction-ges-25375.php4>

Les 147 contributions nationales publiées dessinent les grandes lignes des stratégies de réduction des émissions de GES. Les engagements formulés traduisent la grande variété des politiques nationales. Certains pays brillent par leur absence. Décryptage.

Coopération décentralisée : l'Ile-de-France aux côtés de Dakar pour un plan climat « tropicalisé » /

RAUX Aude

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/12/2015, n° 2296, p. 56-57

Pourquoi ? Erosion côtière, désertification, inondations, insécurité alimentaire... Autant d'impacts du dérèglement climatique qui menacent la région de Dakar.

Pour qui ? Couvrant 57 communes où vivent 2,5 millions d'habitants, le territoire a engagé en 2011 l'élaboration du premier plan climat du continent africain.

Comment ? Si la région Ile-de-France a assuré l'assistance à la maîtrise d'ouvrage du projet, c'est son partenaire sénégalais qui en pilote l'animation.

COP21 : les départements dessinent 12 objectifs pour le climat, exemples à l'appui / TERRADE

LAURENT

Localtis.info, 07/12/2015

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250269976209&cid=1250269970146>

L'Assemblée des départements de France (ADF) a publié jeudi 3 décembre un document détaillant ses propositions d'action contre le réchauffement climatique. Elle présente aussi des expériences pilotes en la matière menées par des départements.

<http://www.departements.fr/sites/default/files/PDF%20WEB%20%20MANIFESTE%20ADF.pdf>

Cop 21. Les territoires se mobilisent pour le climat / KLAAS BLANDINE

Revue des collectivités locales, 01/12/2015, n° 468, p. 34-37

Les villes et les élus locaux, présents pour la première fois à la table des négociations de la Cop 21, ont saisi cette opportunité pour faire valoir leur rôle moteur en matière de protection du climat.

Changement climatique : l'adaptation en marche / BOMSTEIN DOMINIQUE

Environnement magazine, 12/2015, n° 1743, p. 32-62

Si la réduction des émissions de gaz à effet de serre est un objectif partagé, l'adaptation au changement climatique reste difficile à concrétiser. Certains s'y essaient déjà. Panorama des solutions qu'ils ont mises en œuvre : Données de contexte, Aménagement, Agriculture, Ville durable, Eau, Énergie.

Energies renouvelables, le déploiement s'active

Midi-libre, 12/2015

Les énergies renouvelables, un enjeu. Il reste pourtant encore fort à faire pour que le Languedoc-Roussillon tienne les objectifs qui lui sont assignés.

Les maires en marche pour le climat / NEDEY Fabienne

Maires de France, 12/2015, n° 330, p. 40

Les élus locaux ont formalisé un engagement solennel pour le climat. Les deux objectifs clés sont d'être exemplaire et entraîner la société civile dans le mouvement.

Une dose de bio méthane dans le gaz naturel / DEJEU MATHIEU

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 27/11/2015, n° 5844, p. 82-83

<http://www.lemoniteur.fr/articles/une-dose-de-biomethane-dans-le-gaz-naturel-30524725>

La station d'épuration de Strasbourg ouvre la voie à une nouvelle forme de valorisation du biogaz : l'injection dans le réseau de distribution de la ville.

Ecoquartiers, Tepos : les outils juridiques au soutien de la transition énergétique / FONTAINE CECILE

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 27/11/2015, n° 5844, p. 90-92

<http://www.lemoniteur.fr/articles/ecoquartiers-tepos-les-outils-juridiques-au-soutien-de-la-transition-energetique-30524750>

Créés par la pratique, consacrés par la loi, ces dispositifs peuvent aujourd'hui prendre leur plein essor. Depuis quelque temps, les appellations éco quartiers, territoires à énergie positive (Tepos), etc. reviennent très souvent dans les opérations d'aménagement. De tels projets ont vocation à se multiplier dans le contexte actuel lié à la transition énergétique et à la COP21 [conférence de Paris sur les changements climatiques]. Il s'agit en pratique d'initiatives locales qui se développent dans le cadre d'appels à projets organisés par l'Etat.

Ville et réchauffement climatique

Diagonal, 11/2015, n° 195, p. 28-58

Au sommaire de ce dossier :

Lutter au plan global, s'adapter à l'échelle locale

Une nouvelle ère géologique ?

Un Plan national très urbain

Climatologie urbaine : une science en devenir

Toulouse : sept scénarios pour la ville rose

Paris : la canicule de 2003 comme base de référence

Prévisions météo, projections climatiques

Pays du Mans : la planification au secours du climat

Les vertus du végétal

Anticiper les liens entre climat et mobilité

Hérault : un plan climat pour parer et s'adapter

Les mots du climat

Les CEE "Précarité énergétique"

Actualités habitat, 15/11/2015, n° 1023, p. 10

L'article 30 de la loi n° 2015-992 relative à la transition énergétique pour la croissance verte introduit une nouvelle obligation d'économie d'énergie au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique, dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE). Retour sur les principales modalités de mise en œuvre de cette obligation spécifique.

COP 21 : comment garantir le respect par les Etats de leurs engagements internationaux ? / AGUILA YANN

Droit de l'environnement, 11/2015, n° 239, p. 362-364

La Commission Environnement du Club des juristes formule 21 propositions pour penser le droit international de l'environnement de demain.

La loi sur la transition énergétique : déclaration d'intentions ou socle d'une transformation dirigée de l'économie française ? Première partie / BARTHELEMY CHRISTOPHE, CLOCHE DUBOIS CELINE, FELIZOT Charlotte, RUBIO AUREORE-EMMANUELLE

Droit de l'environnement, 11/2015, n° 239, p. 388-397

Adoptée dans le contexte de la préparation de la COP 21, organisée par la France, la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte constitue le premier texte législatif exposant véritablement une vision et exprimant une ambition pour le secteur de l'énergie depuis la libéralisation engagée dans la foulée de l'Acte unique. Son périmètre englobe de nombreux autres secteurs, à commencer par les transports et le bâtiment, qui sont traités dans cette première partie.

Ligue EnR : le panorama des énergies renouvelables dans les territoires / BAILLEUIL Esther

Intercommunalités, 11/2015, n° 204, p. 25

A l'approche de la COP21, le rôle des territoires est souvent rappelé, jusque dernièrement dans la loi sur la transition énergétique. Mais où cette transition se fait-elle vraiment ? Où les 91 TWh d'électricité renouvelable produits en 2014 l'ont-ils été ? où se situent les réseaux de chaleur et les unités de production de biogaz ? Le classement de la Ligue EnR permet de se faire une idée.

Les collectivités actives depuis longtemps déjà / Hélène BOUILLON-DUPARC

Valeurs vertes, 11/2015, n° 137, p. 24-25

Les maires et autres représentants des collectivités n'ont pas attendu la COP 21 pour se mobiliser face aux dérèglements climatiques. Cela fait des années qu'ils agissent aussi bien par leur responsabilité directe (décisions d'investissements) que par leur responsabilité indirecte (sensibilisation et accompagnement des citoyens et des entreprises présentes sur leur territoire). Cette prise de conscience ne s'arrête pas à un simple diagnostic énergie ou un bilan carbone : les réalisations concrètes portent déjà leurs fruits et ce dans les collectivités de toutes tailles.

Climatologie urbaine : une science en devenir / LEMONIER MARC

Diagonal, 11/2015, n° 195, p. 36-37

Les villes portent une responsabilité particulière dans le réchauffement climatique de même que l'augmentation des températures a des effets spécifiques sur la ville. Cette double relation a conduit la météorologie et la climatologie à s'intéresser au phénomène urbain. Interview de Valéry Masson, responsable du Groupe de recherche en climat urbain à Météo France.

Lutter au plan global, s'adapter à l'échelle locale / LEMONIER MARC

Diagonal, 11/2015, n° 195, p. 30-33

La lutte contre le réchauffement climatique reposant essentiellement sur une réduction globale des émissions de gaz à effet de serre n'a de sens et ne peut être coordonnée qu'à l'échelle planétaire. C'est tout l'enjeu des sommets internationaux, en l'occurrence de la 21ème conférence des parties - la COP 21 - accueillie en décembre à Paris. En revanche, l'adaptation au dérèglement climatique relève de politiques locales, particulièrement en milieu urbain. Formes urbaines, architecture, mobilités, espace public, sont autant de domaines participant à l'accommodation de la ville au climat à venir.

2.2 Architecture, bâtiment et logistique

Accessibilité [dossier] / Sophie SCHNEIDER

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 12/2015, n° 10, p. 20-38

Dossier comportant les articles suivants :

Faciliter les déplacements de chacun.

Accessibilité : poursuivre l'effort.

Faciliter l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap.

Une offre adaptée aux personnes handicapées et âgées.

Bonnes pratiques.

Les initiatives se multiplient.

Un tourisme accessible en Île de France.

Faciliter et sécuriser l'acte de construire.

Réussir la mise en accessibilité.

Repères.

Agir dans le domaine du handicap.

Penser l'accessibilité, l'autonomie et l'intégration en amont.

Défenseur des droits : nombreuses saisines liées au handicap.

Économie circulaire. Un bâtiment entièrement démontable et recyclable / DE VOGUE ALIX

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 25/12/2015, n° 5848, p. 50-51

La Maison du projet sur le site de la Lainière, futur parc du XXI^e siècle, à la limite entre Roubaix et Wattrelos (Nord), est le premier bâtiment construit en France selon la démarche Cradle to Cradle (C2C, du berceau au berceau), basée sur les principes de l'économie circulaire. Il est entièrement démontable et remontable. Tous ses composants pourront être réutilisés ou recyclés.

Le temps des Mooc bâtiment est arrivé / D'ERCEVILLE HUBERT

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 18/12/2015, n° 5847, p. 41

Demain, des cours en ligne compléteront les formations aux métiers de la construction.

RT 2012 : une norme qui ne coûte(rail) pas plus cher / BOUGHRIET RACHIDA

Actu-environnement.com, 16/12/2015

<http://www.actu-environnement.com/ae/news/etude-CGDD-surcout-construction-BBC-RT2012-economies-energie-long-terme-25901.php4#xtor=EPR-1>

Alors qu'elle est décriée par nombre de professionnels de la construction, les surcoûts engendrés par la RT 2012, compensés à long terme par les économies d'énergie selon le CGDD, seraient modérés par rapport à la RT 2005.

Quels aciers pour quel béton ? / STEPHAN JEAN-PAUL

Fiches pratiques techniques, 12/2015, n° 194, 01/119

Composant essentiel du béton armé, l'acier se présente sous différentes formes : aciers inox ou acier carbone, barres droites lisses ou haute adhérence... Si ces derniers sont des classiques, de nouveaux produits émergent dont les performances permettent de construire des ouvrages plus audacieux.

Le bâtiment entre dans l'ère du bas carbone / Julie Guérineau, BAUMANN OLIVIER

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 27/11/2015, n° 5844, p. 14-15

<http://www.lemoniteur.fr/articles/le-batiment-entre-dans-l-ere-du-bas-carbone-30524489>

Les performances énergétiques ne suffisent plus. Le bâtiment du futur sera également sobre en émissions de carbone.

Au moment où les chefs d'État présents à la COP21 vont tenter de s'accorder pour limiter à 2 °C la hausse de la température planétaire, le CO₂, principal gaz à effet de serre responsable du réchauffement climatique, frappe à la porte du bâtiment. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, le sujet « carbone » est un terrain de réflexion encore quasi vierge pour les professionnels du secteur. Si la dynamique amorcée par le Grenelle de l'environnement a révolutionné la manière de construire et de rénover les bâtiments, les obligations réglementaires portées par la RT 2012 n'ont « jusqu'ici concerné que l'amélioration de leurs performances énergétiques », remarque Jean-Christophe Visier, directeur Energie Environnement du CSTB.

3. INFRASTRUCTURES PUBLIQUES ET RESEAUX

3.1 Patrimoine de voirie

Mobilité urbaine : les eurodéputés se font entendre / SMETS ISABELLE

lagazettedescommunes.com, 08/12/2015

<http://www.lagazettedescommunes.com/421308/mobilite-urbaine-les-eurodeputes-se-font-entendre/>

Après plusieurs reports, les députés européens ont enfin adopté leur rapport sur la mobilité urbaine. Ils y insistent en particulier sur la nécessité pour les villes de se doter de plans de mobilité durable, qui font la part belle aux autres modes que l'auto. Pour eux, ce doit être une condition pour recevoir des fonds européens.

Voirie : le réseau routier sacrifié sur l'autel de la rigueur ? / GUILLEMAIN D'ECHON Emmanuel

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/12/2015, n° 2296, p. 6-8

Alors que les dotations aux collectivités continuent à baisser, la voirie pourrait être la victime invisible des coupes budgétaires. Invisible car, comme souvent pour les infrastructures lourdes, un défaut d'investissement ou d'entretien ne prêle à conséquence que des années plus tard ; invisible, parce qu'il n'existe tout simplement pas de chiffres consolidés concernant les dépenses des collectivités en matière de voirie. "La réfection d'une route non entretenue pendant plus de dix ans peut coûter quatre fois plus cher que son entretien régulier"...

Parking : un outil de développement durable ? / DINI FLORENCE

Journal des maires et des conseillers municipaux, 12/2015, n° 12, p. 34-35

Emplacement conçu et aménagé pour le stationnement des véhicules, le parking est-il en train de devenir un véritable outil de développement durable ? Plusieurs communes apportent des réponses personnalisées à cette question d'avenir.

Accessibilité [dossier] / Sophie SCHNEIDER

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 12/2015, n° 10, p. 20-38

Dossier comportant les articles suivants :

Faciliter les déplacements de chacun.

Accessibilité : poursuivre l'effort.

Faciliter l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap.

Une offre adaptée aux personnes handicapées et âgées.

Bonnes pratiques.

Les initiatives se multiplient.

Un tourisme accessible en Île de France.

Faciliter et sécuriser l'acte de construire.

Réussir la mise en accessibilité.

Repères.

Agir dans le domaine du handicap.

Penser l'accessibilité, l'autonomie et l'intégration en amont.

Défenseur des droits : nombreuses saisines liées au handicap.

Infrastructures : s'adapter au dérèglement climatique / LAURENT ANTHONY

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 27/11/2015, n° 5844, p. 78-81

<http://www.lemoniteur.fr/articles/s-adapter-au-dereglement-climatique-30524718>

De nouvelles approches et des concepts techniques innovants émergent pour faire face à des risques naturels toujours plus fréquents et extrêmes.

Même si son évolution est complexe, le dérèglement climatique, causé par les activités humaines, est aujourd'hui une réalité scientifiquement établie. Alors qu'il semble difficile – pour ne pas dire impossible – d'enrayer, ou tout du moins d'atténuer, le phénomène, une stratégie de « survie » consisterait à s'adapter aux événements météorologiques les plus extrêmes. Parce qu'elles jouent un rôle majeur dans les déplacements des personnes et dans le transport de marchandises mais aussi dans la sécurité des individus et des biens, les infrastructures (routes, ouvrages d'art, digues, etc.) sont en première ligne. Elles le sont d'autant plus qu'elles constituent, en Europe et en France en particulier, un important patrimoine à préserver.

Signalisation des interventions d'urgence sur les routes bidirectionnelles - manuel du chef de chantier / Romain CHAUMONTET

Revue générale des routes et des aérodromes, 11/2015, n° 931, p. 71-74

Le Programme d'assistance technique sur la signalisation (Pats) est une instance du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) qui regroupe un ensemble de spécialistes de la signalisation. Il a pour but d'assurer une assistance technique auprès des administrations centrales des ministères de l'Ecologie et de l'intérieur, respectivement la Direction générale des infrastructures des transports et de la mer ((DGITM) et la délégation à la sécurité et à la circulation routières (DSCR), mais également auprès des services déconcentrés de l'Etat et des collectivités territoriales.

Voirie - signalisation temporaire : attention chantier ! / CAYOTA FLORENCE

Réseaux lignes et canalisations : VRD, 11/2015, n° 221, p. 24-26

Les équipements temporaires de gestion du trafic, notamment en milieu urbain, contribuent à minimiser l'impact du chantier sur la fluidité du trafic. Ainsi, un chantier en zone urbaine fera l'objet de certains ajustements en matière de signalisation temporaire. Un trafic dense de véhicules de tous types, la présence de piétons, la visibilité, les difficultés d'implantation des panneaux, la présence de voies réservées, font partie des contraintes à prendre en compte. Attention alors, à ne pas oublier certaines particularités pour la sécurité de tous et le bon déroulement des travaux.

Transport. Zones à circulation restreinte : la leçon des Zapa / BENABED SHAHINEZ

lagazettedescommunes.com, 11/09/2015

http://www.lagazettedescommunes.com/392733/zones-a-circulation-restreinte-la-lecon-des-zapa/?utm_source=gm-club-technique&utm_medium=Email&utm_campaign=17-12-2015-alerte-email-club-technique-batiment#

Alors que la loi de transition énergétique autorise la mise en place de Zones à circulation restreinte, une étude publiée récemment par l'Ademe, tire les leçons d'un dispositif similaire, celui des Zones d'actions prioritaires pour l'air, lancé en 2010, mais qui avait été stoppé avant même d'être expérimenté. <http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/synthese-etudes-faisabilite-zapa-201502-rapport-final.pdf>

Accessibilité : le Pave ne deviendrait obligatoire qu'à partir de 1000 habitants / MAISONNEUVE CATHERINE

lagazettedescommunes.com, 03/06/2015

http://www.lagazettedescommunes.com/364783/accessibilite-le-pave-ne-deviendrait-obligatoire-qua-partir-de-1000-habitants/?utm_source=gm-club-technique&utm_medium=Email&utm_campaign=17-12-2015-alerte-email-club-technique-batiment

Le Sénat a voté le 2 juin, le projet de loi ratifiant l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public (ERP), des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées. Les sénateurs ont exonéré les petites communes jusqu'à 1000 habitants de leur obligation légale d'élaborer un plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (Pave).

3.2 Eau et assainissement

Gestionnaire de digues : quand la Gemapi crée de nouveaux métiers / POINAS SEGOLENE

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/12/2015

<http://www.lagazettedescommunes.com/420367/gestionnaire-de-digues-quand-la-gemapi-cree-de-nouveaux-metiers/>

La compétence « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations », créée par la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, confie la gestion des digues aux collectivités. Un nouveau métier à intégrer à l'organisation des services.

Gestionnaire de digues : quand la Gemapi crée de nouveaux métiers / POINAS SEGOLENE

lagazettedescommunes.com, 14/12/2015

<http://www.lagazettedescommunes.com/420367/gestionnaire-de-digues-quand-la-gemapi-cree-de-nouveaux-metiers/>

La compétence « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations », créée par la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, confie la gestion des digues aux collectivités. Un nouveau métier à intégrer à l'organisation des services.

Gemapi (3) : responsabilités, travaux et entretien des ouvrages / GRAINDORGE JOEL

lagazettedescommunes.com, 09/12/2015

<http://www.lagazettedescommunes.com/418830/gemapi-3-responsabilites-travaux-et-entretien-des-ouvrages/?abo=1>

Les collectivités compétentes en « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations », ont la responsabilité des ouvrages conçus en prévention des inondations. Cette présente fiche a pour objet de préciser les limites de cette responsabilité au regard d'un niveau de protection justifié par une étude de dangers. Elle présente par ailleurs les nouvelles dispositions du décret « digues », du 12 mai 2015 pour engager les travaux et pour assurer leur entretien.

<http://www.lagazettedescommunes.com/413621/gemapi-2-autorisation-prefectorale-et-mise-en-conformite/?abo=1>

Assainissement : injecter pour durer / BATTAGLINI SEBASTIEN

Réseaux lignes et canalisations : VRD, 09/12/2015, n° 222, p. 35-37

La DEA de Seine Saint-Denis suit un plan de remise en état de son patrimoine qui s'inscrit dans le programme de réhabilitation de ses ouvrages d'assainissement. C'est le cas du collecteur situé rue Charles Michel qui bénéficie de toute l'expertise de Sefi Intrafor pour l'étape d'injection permettant de conforter le terrain environnant.

Régies : des achats groupés dans les tuyaux / LUNEAU SYLVIE

lagazettedescommunes.com, 08/12/2015

www.lagazettedescommunes.com/421716/regies-des-achats-groupes-dans-les-tuyaux/

Ce mardi 8 décembre, France eau publique (FEP) organisait à la COP21 une conférence sur la gestion publique de l'eau. L'occasion de présenter les actions à venir pour l'année 2016. Dans les tuyaux notamment, l'achat groupé de matériel pour les régies. Une opération pilote, pas si simple à mettre en œuvre, qui commence avec les compteurs d'eau.

Micropolluants : quelles méthodes d'analyse et de détection ? / LUNEAU Sylvie

Techni.cites, 12/2015, n° 288, p. 30-32

Pour les collectivités, la question des micropolluants est pour l'instant difficile à prendre en compte. Comment détecter et évaluer ces molécules, dont la grande majorité n'est pas réglementée ? Les scientifiques travaillent actuellement au développement de protocoles d'analyse, avec comme enjeu fort, la priorisation des micropolluants à suivre.

Systèmes d'assainissement : définitions et conception

Fiches pratiques techniques, 12/2015, n° 194

L'arrêté relatif aux systèmes d'assainissement et aux installations d'assainissement non collectif de plus de 20 équivalents-habitant est paru le 19 août 2015. Abrogeant celui du 22 juin 2007, il définit les termes utilisés, les prescriptions techniques et les modalités de surveillance et de contrôle des systèmes d'assainissement. L'objet de cette première fiche est de présenter la terminologie utilisée et les règles de conception de ces systèmes.

4. INGENIERIE ECOLOGIQUE

4.1 Nature en ville et paysage

Une réflexion sur le patrimoine végétal et son érosion / FAYOLLE PASCAL

Lien horticole, 16/12/2015, n° 953-954, p. 8-9

La Ville de Lunel (34) a créé il y a deux ans un arboretum dont l'objectif est, au-delà de proposer un espace vert de détente en plus pour les habitants, de montrer aux visiteurs les multiples facettes des arbres et arbustes à petits fruits et des habitudes alimentaires au fil des âges.

Agriculture urbaine : des perspectives pour la filière / VIDRIL VALERIE

Lien horticole, 09/12/2015, n° 952, p. 7

La dixième édition des journées techniques, en janvier à Paris, placera producteurs et paysagistes au cœur de la ville.

L'agriculture urbaine sort de terre / CONNORS ANNE

Environnement magazine, 12/2015, n° 1743, p. 44

<http://www.environnement-magazine.fr/00/doc.php?id=113412>

En France, les premiers projets d'agriculture urbaine commencent à germer. Consommant moins d'espace, ou des espaces délaissés, et moins d'eau, ils pourraient compléter l'agriculture traditionnelle.

La gestion des arbustes : des coûts non négligeables / DELORME BERNARD

Horticulture et paysage magazine. Espaces verts, 09/12/2015, n° 167, p. 28-30

La gestion des massifs d'arbustes représente, pour les services espaces verts, une activité génératrice d'heures de travail afin d'entretenir ces végétaux, susceptibles, pour la plupart d'entre eux, de participer à la végétalisation de nos villes et villages pour une trentaine d'années.

Des services espaces verts mutualisés pour réduire son impact sur l'environnement / ROIZARD ERICK

Horticulture et paysage magazine. Espaces verts, 09/12/2015, n° 167, p. 25-27

En Seine-Saint-Denis, neuf communes se sont regroupées en une seule et même entité afin d'offrir aux usagers du territoire des espaces verts durables et de qualité.

Les bénéfices des gazons sur le confort urbain / ROIZARD ERICK

Horticulture et paysage magazine. Espaces verts, 09/12/2015, n° 167, p. 22-23

L'accès aux espaces verts et à la nature en ville contribue directement à la santé des habitants. Comme tout végétal, le gazon contribue en effet au bien-être des citoyens : réduction des îlots de chaleur, amortissement des bruits, esthétique...

Réduire sa facture d'eau et ses consommations / ROIZARD ERICK

Horticulture et paysage magazine. Espaces verts, 09/12/2015, n° 167, p. 32-33

Pour réussir à faire face aux nouvelles contraintes budgétaires, les collectivités doivent, entre autres, trouver des solutions pour réaliser des économies. La gestion de l'eau s'avère donc un enjeu capital !

Nature en ville et changement climatique / HADDAD YAEL

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 11/2015, n° 10, p. 55-56

Face aux défis qui attendent les décideurs des collectivités territoriales pour permettre le développement de villes durables, Plante & Cité et Hortis ont lancé, en 2015, l'opération "Nature en ville et changements climatiques". Présentation de la démarche par Jean-Pierre Gueneau président de l'association Hortis.

Plantes spontanées en milieu urbain : un rôle fondamental / HADDAD YAEL

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 11/2015, n° 10, p. 57-58

Parfois, en ville, une jeune pousse brise l'asphalte. Les plantes spontanées tiennent peut-être entre leurs feuilles l'avenir de l'homme.

Espaces verts. Paroles d'acteurs / HADDAD YAEL

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 11/2015, n° 10, p.62-63

Hortis accompagne les personnels territoriaux des espaces verts dans leurs changements de pratiques.

Grand Lyon : les arbres urbains au cœur de l'adaptation au changement climatique / HADDAD YAEL

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 11/2015, n° 10, p. 66-67

Frédéric Ségur est responsable de la direction Arbres et Paysage du Grand Lyon et co-anime le groupe de travail Espaces verts nature et paysage de l'AITF. Il nous explique le rôle primordial des arbres dans la stratégie d'adaptation au changement climatique.

Versailles, ville jardin ; jardins pour tous / HADDAD YAEL

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 11/2015, n° 10, p. 68-69

"Versailles, ville nature", est l'un des grands axes du nouveau projet urbain de la ville, porté par le député-maire et ses adjoints. Un engagement de longue date en faveur du végétal et de l'environnement, comme en témoigne Cathy Biass-Morin, directrice Espaces verts de la ville, animatrice du groupe de travail espaces verts, nature et paysage de l'AITF.

Agriculture urbaine / Sophie BELMONT

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 11/2015, n° 10, p. 82

Fermes verticales, serres, potagers sur les toits et jardins partagés... l'agriculture urbaine gagne du terrain. Comment mener un projet de ce type ? Entretien avec Virginie Dulucp, fondatrice d'Urbagri.

Seine-Saint-Denis : un laboratoire d'écologie urbaine / HADDAD YAEL

Paysage Actualités, 11/2015, n° 384-385, p. 24-26

En 2015, la Seine-Saint-Denis a fêté les dix ans de l'Observatoire départemental de la biodiversité urbaine (ODBU). Cet outil place la collectivité parmi les fers de lance d'une reconnaissance des valeurs écologiques et paysagères d'un territoire périurbain. L'atlas paysager en gestation vise à favoriser l'appropriation collective de cette richesse, en s'appuyant sur l'accompagnement scientifique du Laboratoire architecture-anthropologie du CNRS.

Le traitement diversifié des espaces naturels urbains / BOUTET DIDIER

Revue foncière (la), 11/2015, n° 8, p. 13-18

Les espaces "ouverts" ou "naturels" ou "végétalisés" en milieu urbain sont vus tantôt comme les réserves foncières d'une densification future, tantôt comme des réserves naturelles de biodiversité à préserver, comme des sols perméables limitant le ruissellement, ou des espaces récréatifs. Ils sont une valeur agronomique, une valeur environnementale... et un prix de marché. Comment gérer cette multifonctionnalité ?

Seine-Saint-Denis : un laboratoire d'écologie urbaine / HADDAD YAEL

Paysage Actualités, 11/2015, n° 384-385, p. 24-26

En 2015, la Seine-Saint-Denis a fêté les dix ans de l'Observatoire départemental de la biodiversité urbaine (ODBU). Cet outil place la collectivité parmi les fers de lance d'une reconnaissance des valeurs écologiques et paysagères d'un territoire périurbain. L'atlas paysager en gestation vise à favoriser l'appropriation collective de cette richesse, en s'appuyant sur l'accompagnement scientifique du Laboratoire architecture-anthropologie du CNRS.

Le traitement diversifié des espaces naturels urbains / BOUTET DIDIER

Revue foncière (la), 11/2015, n° 8, p. 13-18

Les espaces "ouverts" ou "naturels" ou "végétalisés" en milieu urbain sont vus tantôt comme les réserves foncières d'une densification future, tantôt comme des réserves naturelles de biodiversité à préserver, comme des sols perméables limitant le ruissellement, ou des espaces récréatifs. Ils sont une valeur agronomique, une valeur environnementale... et un prix de marché. Comment gérer cette multifonctionnalité ?

Ville et réchauffement climatique : les vertus du végétal / ATGER CATHERINE

Diagonal, 11/2015, n° 195, p. 51-52

Une équipe de chercheurs s'est penchée sur le rôle du végétal dans le développement urbain durable, notamment en terme de climatologie. Leurs travaux ont montré que l'écart de température entre la campagne et la ville était d'autant plus grand que la nature était absente de cette dernière. Des conclusions qui confortent une tendance aujourd'hui à l'œuvre en matière d'aménagement.

4.2 Environnement

• Environnement Biodiversité

Biodiversité : Espèces envahissantes, quel coût-bénéfice ? / Marine BOLLARD

Environnement magazine, 12/2015, n° 1743, p. 28-29

<http://www.environnement-magazine.fr/00/doc.php?id=113401>

La publication de la première étude sur le coût des espèces exotiques envahissantes ouvre la voie à l'adoption de stratégies de gestion durable.

Le génie écologique offre des techniques pour la nature et les hommes / HADDAD YAEL

Lien horticole, 09/12/2015, n° 952, p. 10-11

Sébastien Dellinger, ingénieur chargé de missions au sein de l'entreprise Dervenn, basée à Mouazé, en Ille-et-Vilaine, explique à travers plusieurs exemples de projets comment le génie écologique permet de concilier le développement des territoires et des activités humaines qui s'y rapportent avec la préservation des écosystèmes.

Réduction des émissions de CO2 : les efforts de Lyon ! / Tatiana BOUVIN

Horticulture et paysage magazine. Espaces verts, 09/12/2015, n° 167, p. 8-9

La direction des espaces verts de la Ville de Lyon est certifiée ISO 14001 pour son management environnemental depuis 10 ans. Au fil des années, la question de la qualité de l'air et des consommations d'énergie est devenue prioritaire dans son programme d'actions environnement.

La COP 21 offre un coup de projecteur inédit sur les stratégies d'adaptation des territoires littoraux /

BOEDEC MORGAN

Localtis.info, 07/12/2015

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250269976209&cid=1250269965227>

Avec la montée des eaux, l'érosion croissante et la crainte de nouvelles tempêtes hivernales accentuant le phénomène, l'urgence est au partage de bonnes pratiques, à l'amélioration des outils publics et à des méthodologies communes de gestion intégrée du trait de côte. Un enjeu d'adaptation qui fait l'objet d'un grand nombre de conférences à la COP 21, qui se tient jusqu'au 11 décembre au Bourget et à Paris. L'une d'elles portait le 1er décembre sur le littoral aquitain. La députée de Gironde Pascale Got y a fait le point sur le suivi de mesures préconisées au niveau national avec Chantal Berthelot, députée de Guyane, dans un rapport qu'elles ont remis début octobre à la ministre de l'Ecologie (rapport du comité de suivi de la stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte).
http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_du_Comite_National_de_Suivi-octobre_2015-V4.pdf

Loi sur l'avenir de l'agriculture : les collectivités sont concernées ! / GRAINDORGE JOEL

Techni.cites, 12/2015, n° 288

http://www.territorial.fr/PAR_TPL_IDENTIFIANT/24575/TPL_CODE/TPL_REVUE_ART_FICHE/PAG_TITLE/Loi+sur+l'avenir+de+l'agriculture+%3A+les+collectivites+E9s+sont+concernes+!/48-technicites.htm

La loi d'avenir et forêt d'octobre 2014 veut promouvoir un système de production agro-écologique. GIE environnemental, bail à clauses environnementales, limitation des pesticides, lutte contre le gaspillage alimentaire et développement des circuits courts... Ces nouvelles mesures concernent les collectivités.

- **Phytosanitaire**

Un cimetière, trois zones, zéro phyto / KIM CAROLINE

Techni.cites, 12/2015, n° 288, p. 25-26

À Brétigny-sur-Orge, commune de l'Essonne de quelque 23 000 habitants, le cimetière est entretenu sans pesticides. Avec ses trois zones distinctes - minérale, arborée, engazonnée -, il offre un exemple de gestion « zéro phyto » différenciée selon les profils de cimetières.

Une obligation « zéro phyto » dès 2017 / BERAUD CHANTAL

Journal des maires et des conseillers municipaux, 12/2015, n° 12, p. 32-33

L'interdiction de l'usage de produits phytosanitaires entrera en vigueur le 1er janvier 2017. Ce calendrier, avance de trois ans, est déjà respecté par certaines villes pionnières.

L'après-phyto, c'est maintenant / MIGUET LAURENT

Paysage Actualités, 11/2015, n° 384-385, p. 12-14

Plus qu'un an ! Les produits phytosanitaires auront disparu de l'espace public au 1er janvier 2017, terme de l'échéance posée par la loi de transition énergétique. Les industriels appuient sur le frein, et un nombre croissant de villes sur l'accélérateur. Ce débat en annonce d'autres : comment, après la transition, redéployer l'expertise des jardiniers territoriaux, des paysagistes concepteurs et des entreprises ? Quelles nouvelles techniques prendront le relais. Cet article donne les clés pour objective le débat.

4.3 Déchets et propreté urbaine

Papiers-cartons : la filière à l'orée d'une année cruciale / ARVAULT GUILLAUME

Recyclage Récupération, 18/12/2015, n° suppl. décembre 2015, p. 32-35

Après un 1er semestre 2015 relativement favorable, le secteur des papiers et cartons à recycler a vécu un dernier trimestre plus tendu. Mais, les regards sont déjà tournés vers 2016 qui marquera l'entrée en vigueur des premières dispositions de la loi sur la transition énergétique concernant les papiers, le démarrage de la nouvelle usine Ecocis et l'adoption des cahiers des charges des éco organismes pour le prochain agrément.

Une TEOM-A au PLFR 2015 pour financer les assimilés / GUICHARDAZ OLIVIER

DECHETS INFOS, 02/12/2015, n° 81

La création d'une TEOM finançant la gestion des déchets ménagers ET assimilés devrait être possible dès 2016. L'instauration de la redevance spéciale ne serait alors plus obligatoire, sauf cas particulier. La TEOM-A pourrait être incitative et testée sur une partie du territoire pendant 5 ans.

Déchets, les enjeux du tri et de la collecte sélective / KLAAS BLANDINE

Revue des collectivités locales, 01/12/2015, n° 468, p. 40-47

La gestion durable des déchets est l'affaire de tous. Diminuer les déchets à la source, trier pour mieux valoriser sont les prochains objectifs à atteindre.

L'épineuse question de la gestion des déchets / Karim MAOUDJ

Midi-libre, 12/2015

<http://www.midilibre.fr/2015/12/08/l-epineuse-question-de-la-gestion-des-dechets,1254917.php>

Face à l'accroissement constant de la population dans le département de l'Hérault, la gestion des déchets est devenue une préoccupation majeure.

Améliorer la sécurité des ripeurs / HUTEAU HELENE

Techni.cites, 12/2015, n° 288, p. 34-35

http://www.territorial.fr/PAR_TPL_IDENTIFIANT/24574/TPL_CODE/TPL_REV_ARTSEC_FICHE/PAG_TITLE/Am%20liorer+la+s%20curit%20des+riapeurs/346-fonction-publique-territoriale-tous-nos-articles-de-presse.htm

Un Livre blanc et un outil d'auto-évaluation viennent de sortir pour aider les collectivités et leurs prestataires à améliorer la sécurité d'un métier qui reste très accidentogène. Techniques, procédures de management mais aussi volonté politique sont les ingrédients d'une collecte plus sûre.

http://www.fnade.org/ressources/_pdf/1/536,Livre-Blanc-R437_2015.pdf

Filières REP des déchets ménagers : je t'aime moi non plus / CARROY CHRYSTELLE

Recyclage Récupération, 12/2015, n° suppl. décembre 2015, p. 20-23

Plébiscités pour leur contribution à la progression du recyclage, les éco-organismes font aussi l'objet de vives critiques. Perçues comme des "usines à gaz", sources de démarches procédurières, manquant de transparence à certains égards, les filières REP doivent-elles se réformer ?

Équipements pour le compostage : des techniques traditionnelles au service d'une meilleure productivité / HERMANN GENEVIEVE

Recyclage Récupération, 12/2015, n° suppl. décembre 2015, p. 24-31

Obtenir du compost à partir de déchets verts, de la partie fermentescible des ordures ménagères ou des boues d'épuration exige des équipements spécifiques pour préparer la matière, la fermenter et l'affiner. Les techniques de tri, broyage, mélange, retournement, d'aération, de criblage et nettoyage évoluent pour rendre le processus plus rapide, plus polyvalent et pour que les nuisances olfactives soient évitées.

5. TRANSVERSAL SERVICES TECHNIQUES TERRITORIAUX

Comment la Loi NOTRe va impacter les services techniques / AIQUEL PABLO

lagazettedescommunes.com, 02/12/2015

<http://www.lagazettedescommunes.com/419785/loi-notre-et-services-techniques-le-champ-des-possibles/?abo=1>

Intercommunalités aux compétences renforcées, rôle des départements, délais de transferts, etc. : la loi portant Nouvelle organisation territoriale de la République impliquera de nombreuses mutations pour les collectivités territoriales, et donc pour leurs services techniques. Quel peut être l'impact de ces changements ? Comment s'y préparer ? Les clés pour comprendre et anticiper.

Loi « Notre » et services techniques : le champ des possibles / AIQUEL Pablo

Techni.cites, 12/2015, n° 288, p. 17-22

Nouveau seuil pour des intercommunalités aux compétences renforcées, rôle des départements, délais de transferts, la loi portant Nouvelle organisation territoriale de la République impliquera de nombreuses mutations pour les collectivités territoriales, et donc pour leurs services techniques. Quel peut être l'impact de ces changements ? Comment s'y préparer ? Les clés pour comprendre et anticiper.

Bâtir un service technique partagé / DUVAL SEBASTIEN

lagazettedescommunes.com, 25/03/2015

<http://www.lagazettedescommunes.com/338073/batir-un-service-technique-partage/>

Dans un paysage territorial en pleine réforme, communes et EPCI se posent la question d'une organisation territoriale efficace qui prône une dynamique intercommunale. Dès lors, les services techniques doivent réfléchir à la meilleure manière de partager leurs moyens afin d'optimiser leurs ressources. Pour cela, plusieurs étapes sont nécessaires.

Les 11 lettres d'information documentaire thématiques mensuelles, proposées par le réseau des documentalistes du CNFPT, traitent des informations relatives aux champs de l'action publique locale :

1. Action éducative et sport
2. Aménagement et développement durable des territoires
3. Culture
4. Droit public, collectivités territoriales, citoyenneté, achat public
5. Finances et gestion locale
6. Formation professionnelle, ingénierie de formation, pédagogie
7. Information, systèmes d'information
8. Sécurité, police municipale
9. Sécurité, sapeurs-pompiers et risques majeurs
10. Services techniques urbains et infrastructures publiques
11. Solidarité, cohésion sociale, enfance (lettre bimensuelle)

L'objectif de ces lettres est de fournir au lecteur une veille documentaire et de lui fournir des informations issues de la presse, de publications professionnelles et du web.

Les référents-documentalistes de ces lettres sont :

Brigitte BONIN (lettres n°6 et 7), Chantal COUPIGNY (lettre n° 2), Florence FLEURY (lettre n°4), Bérangère GODEMENT (lettres n°11), Hélène JURAIN (lettre n°3), Catherine LE QUERRE (lettre n°5), Annie MOREAU (lettres n°8 et 9), Fabienne ODILE (lettre n°10), Dorothée PLARD (lettre n°1).

D'autres thématiques viendront prochainement enrichir cette veille :

- Communication
- Europe, coopération internationale
- Fonction publique territoriale, statut
- Santé